



ANCHA



AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDITADA POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **(R)**ESISTENCIA VENCERA

No 34-35

Juillet-Août 1978

25¢

Le "Washington Post" et Pinochet

"Tremblement de terre du *Washington Post*," "Ingérence dans les affaires internes", "Opinions inqualifiables du quotidien américain".

Ce sont là quelques-uns des titres avec lesquels la presse réactionnaire a "accueilli" l'éditorial publié par ce journal américain, dans lequel il mettait de l'avant le retrait du tyran et son remplacement par la Démocratie Chrétienne. L'éditorial en question fut publié dans l'édition du 10 juin 1978, provoquant, les jours suivant sa parution, les réactions les plus diverses au sein des cercles fascistes. La même chose s'est produite, comme on devait s'y attendre, dans les secteurs politiques "semi-permis".

Logiquement les militaires fascistes et en particulier les inconditionnels de Pinochet furent ceux qui ont le plus élevé le ton pour "condamner" l'ingérence américaine. Mais en même temps, les porte-parole officiels du gouvernement fasciste tentèrent de diminuer l'importance des commentaires exposés dans le journal. Ainsi on peut retenir la déclaration émise par le ministère des Affaires Etrangères du fascisme;)

"Le *Post* ne représente en aucun cas la position de la Maison blanche."

D'autre part, le fascisme a démontré sa colère en permettant les manifestations des "Jeunesses Nationalistes" en plein centre de Santiago, où furent brûlés des drapeaux américains. La revue *Hoy* dans un article de son commentateur Hernan Millas s'exprima en citant le *Washington Post*: "Peut-être que ce n'est pas un patriote. Alors qu'il renonce." Cette phrase vitriolique du *Washington Post* fut pour plusieurs comme si les marines débarquaient à Valparaiso et si une formation d'avions américains arrosaient de leurs bombes l'édifice Diego Portales . . ."

Est-ce que le commentateur disait ceci en faisant un parallèle avec le coup d'Etat fasciste qui renversa Allende par ordre de

l'impérialisme américain? Alors ici il faut maintenant se rappeler que précisément le 11 septembre 1973 les "marines" étaient au large de Valparaiso et que les avions de la FACH, qui lancèrent des bombes sur le palais de la Moneda, furent "conseillés" par des pilotes américains.

Il semble que plusieurs aujourd'hui dans notre pays s'apprentent à remplacer le tyran Pinochet en lui réservant le même sort qu'à Salvador Allende. Ce qui nous disons n'est pas quelque chose de nouveau ou surprenant pour les lecteurs d'ANCHA, car depuis plus d'un an nous insistons sur les manoeuvres des secteurs réactionnaires chiliens et de l'impérialisme en vue d'un remplacement. Aujourd'hui ces manifestations se sont concrétisées. Si le *Washington Post* a publié cet éditorial, cela veut dire que se sont manifesté là-bas des opinions qui circulent dans les milieux gouvernementaux américains. Ce journal le plus important des Etats-Unis et l'un des premiers du monde a joué durant plus de cent ans le rôle de fer de lance du gouvernement et des secteurs dominants américains.

Pour mentionner seulement quelques-unes de ses campagnes, nous dirons seulement que ce journal initia les attaques contre le régime d'Hitler en 1934. Des années après, il attaqua la corruption du District de Columbia dans son propre pays. En 1971, durant la guerre du Vietnam, il fut l'un des premiers à s'opposer (enacement à la continuation de l'intervention américaine dans ce pays, dévoilant un grand scandale en publiant les "Documents du Pentagone". Finalement entre 1973 et 1974 ce quotidien fut celui qui publia tous les faits concernant le "scandale du Watergate" qui se termina avec la démission de Richard Nixon et de son équipe.

Cela voudrait-il dire que ce qu'on dit sur le Chili n'est qu'un simple commentaire . . . ?

* * *

40P. 8851

Editorial

Depuis quelque temps le problème du retour des dizaines de milliers d'exilés politiques sur le sol chilien revient à l'ordre du jour.

De nouveau, la dictature traite de ce problème dans la dernière farce de l'amnistie. Ainsi, les fascistes recommencent à mettre de l'avant quelque chose qui déjà avait été dit (ils le firent pour la première fois peu de mois après le coup d'Etat et par la suite ils l'ont réitéré une quantité de fois, en le refaisant chaque fois cela avait l'air de quelque chose de nouveau): "les exilés peuvent demander une autorisation pour revenir au Chili". Il est important de faire ressortir qu'en premier lieu, la dictature se réserve le droit de donner ou non cette permission, et la pratique a démontré qu'elle a repoussé plusieurs demandes qui lui avaient été présentées. D'un autre côté, le réfugié qui obtient la permission de retourner au Chili doit signer une déclaration dans laquelle il promet de ne pas faire de politique et de respecter le régime fasciste. En d'autres mots, la dictature se réserve le droit d'en admettre certains et de rejeter les autres, et ceux qu'elle admet le sont avec des conditions très clairement établies.

Il est nécessaire d'avoir présent à l'esprit qu'un régime dictatorial fasciste, comme celui de Pinochet qui se livre aux assassinats et à la torture et qui est responsable du sort de plus de 2500 "disparus", quant au sort desquels il ne donne aucune réponse, ne peut inspirer confiance à personne. Aucune personne honnête ne peut croire aux promesses des fascistes, car même les exilés qui ont accepté de respecter le régime fasciste et qui ont reçu l'autorisation de rentrer peuvent être détenus, torturés, et assassinés.

Sans éliminer le fait que quelques camarades, pour une raison ou une autre, malgré toutes ces restrictions, puissent utiliser ces

brèches pour retourner au Chili, on ne peut soutenir que c'est une solution même minimale. La consigne qui a été mise de l'avant tant au Chili qu'à l'extérieur, exige **Le retour sans condition de tous les exilés politiques**, c'est la consigne pour laquelle nous devons lutter. Cette consigne fut une des principales questions autour desquelles une propagande fut faite le premier mai, par les camarades du PS(CNR), PCR, MAPU, MIR et JRR(Troisième Congrès) et le Front du Peuple, et elle fut réaffirmée par la déclaration des 4 partis (MAPU, JRR, PS(CNR), et PCR) signée à Paris, que notre **Front du Peuple** a appuyée fermement.

Nous devons exiger le droit de tous les Chiliens à vivre au Chili, nous devons lutter pour leur retour et en même temps pour **vivre libre au Chili**. Il y a aussi une série de problèmes liés au retour des exilés. Nous devons lutter pour qu'ils soient résolus par le gouvernement chilien; entre autres, le paiement de leur passage au Chili et l'obtention de travail ou opportunité d'étudier au même endroit ou établissement où ils étaient avant de quitter le Chili. La lutte pour le retour inconditionnel des exilés est liée au combat pour renverser la dictature et conquérir un gouvernement démocratique d'unité antifasciste. Ceci est actuellement la tâche centrale, d'autant plus que les réfugiés ne peuvent retourner dans de bonnes conditions tant que survivra un régime sanguinaire et terroriste comme l'actuelle Junte Militaire Fasciste chilienne. Ainsi nous devons unir la lutte pour le retour au Chili sans condition, à la lutte active de Résistance contre la dictature et la solidarité avec cette lutte.

* * *

Propagande de la Résistance

Les Comités antifascistes des enseignants (CAF-M) ont publié au Chili leur journal clandestin *Unité* que notre rédaction reçoit régulièrement. Nous avons reçu récemment le supplément spécial de son Bulletin no 6 correspondant au mois de mai 1978 que nous reproduisons intégralement.

Les Comités antifascistes des enseignants (CAF-M) face à la nouvelle farce du fascisme: La "vocation d'enseignant".

Une série de situations se sont développées dernièrement, comme produit de l'instabilité du gouvernement fasciste, de la pression exercée par les luttes de notre peuple et la pression de l'impérialisme américain:

La dictature continue de plaider son innocence dans l'assassinat de l'ex-diplomate chilien Orlando Letellier, mais les preuves sont claires pour notre peuple. Les fascistes ont décrété l'"amnistie générale", mais c'est "Monsieur le ministre qui décide à volonté". Le "Plan d'urgence contre le Chômage" est une nouvelle tromperie qui ne cherche qu'à exploiter encore plus le peuple chilien. Le milieu enseignant n'est pas resté en marge de "ces événements spectaculaires".

Actuellement nous vivons dans un climat d'incertitude avec l'annonce d'une nouvelle mascarade, la "vocation d'enseignant". Aucun collègue n'a reçu une information sérieuse, nous n'avons entendu que les paroles isolées et tordues du ministre de l'éducation qui a dit: "Quand l'étude sera terminée, elle sera publiée, pour que les enseignants puissent faire des objections sur les erreurs possiblement commises dans le processus de reclassement."

Collègues, il est bon que nous nous souvenions du dernier règlement sur les enseignants, dans lequel ils nous ont enlevé entre 20 et 40 pour cent de nos rentes, et de ce qu'ils firent avec les opinions des travailleurs sur le code du travail (ils mentent sûrement pour attraper les imprudents et jeter les opinions aux vidanges).

Maintenant que prétendent les fascistes avec "la vocation d'enseignant"?

1. Diviser les travailleurs de l'Éducation, c'est-à-dire qu'il y aura de "bons" et de "mauvais" enseignants, "capables et moins capables". Il est clair que seuls les fascistes, les opportunistes et les lèche-bottes seront "bons et capables."

Où est l'unité à propos de laquelle vocifèrent les fascistes?

2. En finir définitivement avec le système triennal: Ils ont dit à propos des triennats (déjà coupés): "Ceux-ci sont supprimés mais remplacés par les biennats. C'est-à-dire que tous les deux ans nous

gagnerons 2%. Collègue, prends un crayon et fais tes comptes, **avant nous avions 40% à la fin d'un trimestre et après 27 ans de service nous obtenions 140%**. Où sont les améliorations économiques?

3. Laisser les professeurs sans appartenance à la charge et rogner le peu de libertés: Ils instaurent maintenant (ou tentent de le faire) l'appartenance au niveau, ce qui en d'autres mots signifie que les transferts se feront au gré des autorités fascistes là où elles veulent: de plus nous serons sanctionnés par les recteurs ou directeurs (nous aurons des évaluations et des qualifications). Tout ceci débordera dans les rentes: ils prétendent aussi nous enlever ce qui nous reste de "liberté" de pensée, d'expression, de réunion, d'association, syndicale.

Nous sommes certains que ces règlements (lire farce) mènent à une détérioration en fin de compte. Depuis un bon bout de temps, ils nous retirent les conquêtes obtenues sur la base de notre union, organisation et lutte contre tous les exploiters.

Attendre des fascistes — "par leur bonne volonté" — une réelle amélioration de nos graves problèmes c'est entretenir des illusions et croire en leurs mensonges. Seule notre lutte décidée donnera ce que les fascistes et les exploiters nous nient.

Collègues, nous nous demanderons aussi: pourrions-nous amener des objections à l'étude en toute liberté? Prendra-t-on en considération nos objections? C'est là de la pure démagogie pour qu'il y ait un climat de calme et de tranquillité. Mais voyons ce que pense le "Collège des professeurs".

Sans connaître l'étude de la "vocation des enseignants", celui-ci l'appuie; ce qui signifie ouvertement qu'il est un fidèle serviteur du fascisme. Ceci soulève également certaines questions: Qui l'a élu? Y avons-nous participé? Qui appuie-t-il? Que fait-il avec les cotisations qu'il exige que nous payions? Peut-être nous rend-il des comptes?

Que devons-nous faire?

1. Nous devons nous réunir avec les collègues les plus honnêtes pour analyser la "vocation d'enseignant". Discuter ce document, le reproduire et le distribuer (de main à main, par lettre, etc.) Faire des tracts, des déclarations.

2. Former des groupes clandestins (3 à 5 collègues) pour étudier et planifier des actions et défendre nos conquêtes en poussant de l'avant nos luttes.

3. Faire dans les écoles, les lycées, les universités, sur les murs, dans le métro, les toilettes, etc., des bombages contre la junte qui

appellent à lutter contre elle.

4. Organiser de brefs arrêts de quelques minutes, des boycottages, des protestations, des grèves.

Collègues, nous sommes sur un pied de guerre contre le fascisme, les exploiters et les opportunistes qui tentent de dévier nos luttes. Le cri de liberté des enseignants ne cessera pas: c'est l'heure de nous unir, nous organiser et lutter pour:

1. **Unifier les enseignants et les travailleurs de l'Education:** commençons à former des comités pour la réorganisation du "SUTE", des comités antifascistes des enseignants.

2. **Revenir au système triennal** (titre VI, paragraphe 6, article 305 du statut administratif) et de l'assignation professionnelle.

3. **Stabilité dans le travail, appartenance à la charge, non aux postes temporaires, élimination du mouchardage et du fichage** (maintenant il sera augmenté avec les prétendues annotations).

4. **Liberté de pensée, d'expression, de presse, de mouvement, de réunion, d'association syndicale.**

5. **Une éducation libre, démocratique et gratuite. Fin des**

programmes d'étude fascistes et aux plans pour rendre payante l'éducation au secondaire et universitaire.

Collègues, nous devons nous unir pour combattre la Junte militaire fasciste coupable de la grave situation que traverse notre peuple, nous devons **lutter** dans tous les coins du Chili et unir toutes les forces pour obtenir son renversement; la poursuite de l'exercice du pouvoir par la Junte dépend de nous-mêmes, de notre lutte; continuons notre combat jusqu'au renversement des fascistes et jusqu'à l'instauration d'un gouvernement démocratique, antifasciste et populaire.

LA LUTTE DONNE CE QUE LES FASCISTES ET LES EXPLOITEURS NIENT!

REORGANISONS LA "SUTE"!

NON A LA "VOCATION D'ENSEIGNANT"!

OUI A LA LUTTE UNIFIEE ET ORGANISEE!

Les partis antifascistes parlent

Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR)

Extrait de la déclaration du MIR sur la situation actuelle au Chili, parue dans le bulletin *Courrier de la Résistance*, Supplément spécial de mai 1978, Organe Officiel du MIR à l'étranger.

8. Sur la scène politique se dessinent aujourd'hui des questions fondamentales pour le camp du peuple, pour l'avenir de la lutte des travailleurs dans la Résistance et pour la continuation de la lutte pour la démocratie politique et le socialisme: le renforcement de la lutte indépendante de la classe ouvrière, des travailleurs et de toutes les forces conséquemment démocratiques et anti-dictatoriales, de leur lutte pour le renversement de la dictature et l'établissement d'un gouvernement populaire, démocratique et révolutionnaire: ou le renforcement de la contre-révolution et de la domination du capital monopoliste sous la forme d'un Etat monopoliste et de la contre-insurrection; de la démocratie restreinte et surveillée qui prend aujourd'hui la forme d'institutionnalisation du réajustement du régime militaire.

9. Il y a des questions dans le camp du peuple et des forces

antidictatoriales, autour d'un supposé "réalisme politique", basé sur une analyse statistique et contemplative des rapports de forces, ils soutiennent qu'aujourd'hui il n'y a pas de forces pour une lutte autonome et que l'ennemi fondamental est Pinochet et que par conséquent il faut concentrer le coup principal sur Pinochet. De plus ils soutiennent que le simple remplacement de Pinochet dans l'actuel gouvernement militaire représenterait une avance et une victoire du peuple et de tous les "non-fascistes" et ouvrirait la voie à de profonds changements dans l'Etat, l'économie et la société chiliennes. On travaille avec une conception graduelle et progressive de la restauration de la démocratie laquelle intéresse même les forces de la bourgeoisie et les secteurs non-fascistes du capital monopoliste lui-même et l'Etat-major des officiers des F.A.

Ils se ferment les yeux devant le fait évident que Pinochet n'est rien de plus que la tête visible et la personnification temporelle d'un processus économique et structurel dans lequel sont impliqués le capital monopoliste, l'impérialisme, toutes les fractions de la bourgeoisie et les F.A. comme institution. Pinochet peut être remplacé sans que change l'essence du régime et du gouvernement, sans que soit altéré la nature des formes d'exploitation des travailleurs et du peuple.

10. Opter pour cette ligne capitulationniste, c'est opter pour le jeu qu'ont entre leurs mains, le capital monopoliste, les hauts commandants des F.A. et le département d'Etat américain, dans leur tentative de neutraliser les forces populaires et le mouvement de masses et de résorber son énergie révolutionnaire.

Cette mesure signifie donner feu vert depuis le camp du peuple à la signification de l'Etat monopoliste du nouveau régime de domination politique du grand capital qui cherche aujourd'hui à se consolider au Chili et en Amérique latine en se basant sur une démocratie "autoritaire", "viable", "restreinte" et "vigilante", permanente avec les F.A. transformées en un pilier et un gardien du régime et du gouvernement.

Erratum

Dans le no 33 d'ANCHA, juin 1978, en page 4, dans le texte du tract du Parti communiste révolutionnaire du Chili, 2e colonne, le paragraphe qui commence par "Selon eux, le salaire minimum..." doit se lire ainsi:

"Selon eux, le salaire minimum est aussi une entrave à l'emploi; pour cette raison, on va l'éliminer. Dans l'immédiat, ils proposent: "ne pas continuer à augmenter le salaire minimum plus haut que l'indice des prix à la consommation" et "éliminer immédiatement le salaire minimum dans l'embauchage de toutes les personnes âgées de moins de 23 ans et de plus de 65 ans". En ce cas-ci, il leur faudrait prolonger la journée de travail, ce qui signifie qu'ils aboliraient aussi la journée de travail de huit heures.

L'abolition de la "ley de inamovilidad" est une autre des mesures, parce que, selon le Plan, les exploiters ont une peur "psychologique" d'embaucher quelqu'un par erreur, qu'ils ne peuvent ensuite congédier qu'après une audience, et une peur que ce qui s'est produit au Chili dans le passé se reproduise, s'il y a le risque de "grèves, etc." Et de plus, l'indemnisation d'un mois de salaires par chaque année de service "augmente le coût de la main-d'oeuvre", par suite de quoi ils proposent: "d'éliminer l'audience, tenue en cas de renvoi, pour tous les nouveaux employés, en les rendant (les renvois) automatiques" et de "réduire l'indemnisation en cas de renvoi d'un mois à une semaine par année de service". Avec cela, tout ce qu'ils réaliseront, c'est une augmentation du chômage. Les déclarations qui disent que les conquêtes ouvrières seront respectées ne servent à rien. Une fois le Plan approuvé, il en coûtera peu aux patrons de congédier sous un prétexte quelconque le plus grand nombre d'ouvriers, pour les réengager selon les nouvelles règles du jeu. Ceci est une nouvelle attaque contre les travailleurs, en particulier contre les ouvriers et les paysans.

Avis

Durant la période estivale de l'hémisphère nord (mois de juillet et août) ANCHA paraîtra seulement une fois. C'est pour cette raison que ce numéro correspond à celui de deux mois. A partir du mois de septembre, ANCHA reparaitra mensuellement.

* * *

ANCHA

Agence de Nouvelles chilienne Antifasciste

Directeur de publication: Guerrien. Presse spéciale.

Parti communiste révolutionnaire



Extrait de *El pueblo* numéro 97, mai 1978 publié à Santiago du Chili par le Comité central du Parti communiste révolutionnaire (PCR) du Chili.

Aujourd'hui la question est: Qui renversera le fascisme? Qui prendra le pouvoir une fois la Junte renversée? La réponse ne pourra être donnée que par la classe ou alliance de classes qui constitue la plus grande force, et cette force ne réside pas uniquement dans la quantité des masses, ce n'est là que la base. Le pouvoir ne peut être exercé que par ceux qui détiennent les armes. L'armée bourgeoise pro-impérialiste constitue le bouclier des alternatives bourgeoises. Le peuple chilien aura le pouvoir quand il aura les armes pour le conquérir, quand il possèdera une armée populaire d'ouvriers et de paysans construite dans le feu de la lutte antifasciste, anti-impérialiste, anti-monopoliste, anti-latifundiste et anti-révisionniste. Ainsi c'est possible de construire un gouvernement d'Unité antifasciste, réel et authentique. C'est de

celui qui prend le pouvoir que dépend le changement ou non (de façon effective et formelle) du système d'oppression et d'exploitation que les impérialistes et l'oligarchie ont exercé sans interruption jusqu'à nos jours. Se laisser traîner derrière les alternatives de l'opposition bourgeoise (pro-américaine ou pro-russe) signifie perpétuer dans l'essentiel tous les maux qu'engendre l'exploitation capitaliste comme le chômage, la faim, la misère, les abus patronaux, la dictature fasciste, les massacres, etc., s'empêtrer dans un cercle vicieux qui ne finit jamais.

Encourager et accroître l'unité, l'organisation et la lutte pour le renversement armé du fascisme et de ses supporteurs par la classe ouvrière et le peuple, est aujourd'hui la tâche fondamentale des authentiques antifascistes. Ainsi c'est comme cela que peut se créer une situation favorable pour la conquête du pouvoir par le prolétariat et le peuple avec une lumineuse perspective socialiste.

* * *

La grève de la faim

La dramatique situation qu'on trouve parmi les familles des personnes "disparues" au Chili depuis le coup d'Etat fasciste du 11 septembre a culminé durant les jours de la grève de faim qui a débuté dans les églises de Santiago. Cette grève de la faim "à la recherche de la vérité" débuta lundi le 26 mai quand 66 personnes, 59 femmes et 7 hommes, entrèrent dans les locaux de l'Unicef et dans les paroisses de la Estampa, Don Bosco et Jésus Obrero portant sur leurs poitrines la photographie du membre de leur famille "disparu" et avec l'esprit de continuer cette fois-ci jusqu'aux dernières conséquences en attente d'une réponse de la part du gouvernement fasciste. Le mouvement qui débuta avec 66 personnes augmenta rapidement. Déjà le huitième jour 141 personnes faisaient la grève de la faim dans 11 différents locaux de Santiago, entre autres 18 religieuses. Dans le reste du monde, les grèves de la faim en solidarité se sont propagées comme une trainée de poudre; dans plus de 69 villes des différents continents les exilés organisèrent un mouvement simultané.

Au Chili l'amplitude du mouvement a obligé les autorités à agir avec prudence. Le mouvement de l'opinion publique et le choc que produit la dramatique situation des familles qui demandent seulement que leur soit donnée "une information officielle aussi dure soit-elle", faisaient que tous les journaux et les revues étaient obligés de commenter la situation. Mais paradoxalement ceux qui devaient en être les plus préoccupés puisqu'il correspond aux tâches fondamentales de leur profession d'éclairer la situation des disparus — nous nous référons aux tribunaux de justice, les ministres, les juges, les procureurs — paraissent se désintéresser royalement de leurs responsabilités. L'expert en droit pénal bien connu Enrique Schepeler a mis le doigt sur la plaie au dire de la revue *Hoy*. "La répression depuis le premier jour de ce gouvernement fut terriblement dure. Nous savons qu'en toutes époques des personnes disparaissent. Mais ceci a été un phénomène si massif et il y a eu une telle information qui démontre que ces personnes furent détenues que si l'on regarde froidement, on ne peut penser qu'ils aient passé dans la clandestinité ou vivent sous des noms inventés. Ceci revêt une gravité incalculable et apparaît comme un stigmate pour le pays. Notre système institutionnel ne voit pas une autre formule: il faut que les tribunaux de justice agissent. Ce que nous voulons c'est que les tribunaux comptent un service policier qui soit nettement professionnel et que l'information que distribuent les organismes dépendants du gouvernement soit véritable sans que soit aucun élément de jugement." La réalité malgré les désirs de Schepeler est très différente. Aujourd'hui il existe au Chili des tribunaux de justice complètement soumis au gouvernement de Pinochet: une police constituée par des délinquants, les mêmes qui séquestrent les "disparus"; et des organismes d'Etat qui s'efforcent d'effacer les empreintes des crimes de la DINA et de d'autres organismes répressifs. Peut-on penser sagement qu'il est possible de leur faire

avouer leurs crimes?

Par exemple, prenons le cas Letellier, un crime accompli par la DINA au coeur des Etats-Unis. Malgré que l'on connaisse clairement les responsabilités de l'ex-général Contreras et de Pinochet lui-même, malgré que le gouvernement des Etats-Unis ait fait une pression maximale pour que lui soit remis les autres participants, le capitaine Fernandes Larios et l'ex-général Manuel Contreras (ceux-ci se trouvaient couverts par l'amnistie dictée par Pinochet) on ne saura rien concrètement tant que subsistera la dictature au Chili. Si cette fois le gouvernement est responsable de remettre "toutes l'information qu'on possède" pour que puissent être mis fin à la grève de la faim, nous sommes certains que l'on n'obtiendra pas plus d'informations que précédemment. Un gouvernement bâtard, formé par de véritables assassins sans scrupules n'est pas ni ne peut être un interlocuteur à qui on peut arriver à demander justice ou d'éclaircir la vérité. Pour savoir la vérité sur les disparus, il est nécessaire premièrement que les assassins qui aujourd'hui gouvernent le Chili soient expulsés du pouvoir et que s'instaure un véritable gouvernement du peuple qui établira la justice, la paix et la liberté. Ce sera seulement à travers les luttes dont cette grève de la faim que le peuple atteindra ses objectifs.

Note: Le délai de 30 jours que les grévistes de la faim donnèrent à la dictature fasciste pour qu'elle donne une réponse définitive au sujet des disparus vient d'expirer. La réponse n'est pas arrivée, par conséquent la grève de la faim et autres moyens d'action peuvent être repris n'importe quand.

"Nous ne pouvons supporter plus d'aberration; nous ne pouvons supporter plus d'attente. Nous entreprenons cette nouvelle grève de la faim convaincus que mettre notre vie en jeu est la méthode extrême qui démontre notre amour sans réserve pour les nôtres, nous permettra d'atteindre la vérité."

"Nos parents, hommes et femmes de notre peuple, des différents couches sociales, métier ou profession, ont en commun l'idéologie et le militantisme politique des partis aujourd'hui proscrits. Ils avaient aussi en commun leur amour envers la famille et leur intérêts envers les meilleures causes de la classe ouvrière, là où ils devaient agir et travailler. Ils ont les mêmes droits que tout Chilien !

"Notre lutte est pour ces droits, pour le prestige de notre patrie, pour la dignité de l'homme.

"Pour la paix, la liberté, la vie.

NOUS LES TROUVERONS!"

Extrait du manifeste à l'opinion publique des **Familles des détenus disparus**, intitulé "Une fois de plus: **Notre vie pour la vérité**"

Santiago, mai 78

Nouvelles. . . Nouvelles. . . Nouvelles. . . Nouvelles

L'AMBASSADEUR AMERICAIN EST RAPPELE PAR LE GOUVERNEMENT DE SON PAYS

L'ambassadeur des Etats-Unis au Chili, George W. Landau, a été rappelé par son gouvernement à la mi-juin. Ce "retrait momentané" fut interprété par des raisons très différentes, tant au Chili qu'aux Etats-Unis.

A Santiago, l'information circule que l'ambassadeur aurait voyagé dans son pays pour des raisons purement officielles en rapport avec son ambassade. Alors qu'aux Etats-Unis un porte-parole du département d'Etat déclarait: "L'ambassadeur Landau a été rappelé de Santiago pour une consultation avec les fonctionnaires des départements d'Etat et de la Justice en rapport avec l'enquête de l'assassinat d'O. Letelier et de son secrétaire Moffit. Ce rappel est dû au fait que les autorités chiliennes n'ont pas répondu à d'importantes demandes du département de la Justice, en suspens depuis un certain temps."

Dans la même déclaration on ajoute: "La présence de l'ambassadeur Landau nous donnera aussi une occasion de revoir la situation actuelle des droits de l'homme au Chili".

Il semble que le retrait bien que momentané de l'ambassadeur (celui-ci reviendra au Chili d'ici quelques jours) est un symptôme de durcissement du gouvernement américain envers la Junte militaire fasciste chilienne et montre clairement les intentions du gouvernement des Etats-Unis de jouer à fond tout ce qu'il sait sur le cas Letelier, tâche facilitée par les déclarations de Townley à la justice américaine et surtout depuis qu'on a réussi à relier les assassinats de Carlos Prats, d'Orlando Letelier et l'attentat contre Leighton.

Tous ces événements en plus du développement politique interne de notre pays, font surgir une série de questions sur le développement des manœuvres de l'impérialisme et de ses "collaborateurs" au Chili.

FERMETURE DU QUOTIDIEN LA SEGUNDA

"Pour avoir réalisé des publications qui altèrent la vie en commun civile et qui constituent des imputations offensives au

gouvernement suprême", a été fermé pour deux éditions le quotidien réactionnaire *La Segunda* de la chaîne de journaux *El Mercurio*, porte-parole du fascisme et de l'ultra-réaction.

La mesure appliquée est due à des articles publiés avant le 23 juin où on trouvait des opinions autour du cas Letelier et des articles du *Washington Post*. Certains de ces commentaires furent émis par des personnalités de la Démocratie Chrétienne.

Cette "sanction" au quotidien fasciste reflète aussi les contradictions aiguës qui se manifestent dans la Junte militaire fasciste et parmi ses serviteurs. Ce fait démontre aussi la panique que provoquent les commentaires qui touchent les cas qui affligent le fascisme. Car, cette fois, selon *El Mercurio*, cela fut décidé par l'autorité militaire de la région métropolitaine, ce qui constitue évidemment une façon imprévue de restreindre la liberté de presse au Chili. C'est la première fois qu'un journal chilien à grand tirage cesse de paraître sur décision administrative. Le scandale que provoqua la suspension d'*El Mercurio* (durant le gouvernement de l'UP) fut le résultat d'un décret judiciaire, dicté à la demande d'une entreprise publique à l'époque du président Allende, mais même le gouvernement de ce dernier ne suspendit pas administrativement un quotidien. Ceci donne la mesure de la signification de la suspension de *La Segunda*.

DES DESERTEURS DE L'ARMEE TENTENT DE TROUVER ASILE A L'AMBASSADE DU VENEZUELA

Deux soldats, Ruben Dario Godoy Baraboli et Juan Segundo Villanueva Araya furent surpris par les autorités fascistes à l'aube du 23 juin quand ils tentaient de pénétrer dans l'enceinte de l'Ambassade du Venezuela et d'y demander par la suite asile politique.

Selon des versions officielles, ces deux personnes étaient poursuivies par les services de renseignements de l'armée pour "désertion". La demande d'asile leur fut refusée par l'ambassadeur du Venezuela et ils durent quittés la résidence diplomatique, où ils furent appréhendés à leur sortie. Les deux militaires furent remis à la Justice militaire.

* * *



Solidarité internationale

ALBANIE

Participation du Front du Peuple du Chili au VIIIe Congrès de l'Union des Femmes d'Albanie

Sous la consigne **Hommes et femmes marchons côte à côte dans l'édification intégrale du socialisme** s'est tenu du 1er au 4 juin dans la ville de Durrës le VIIIe Congrès de l'Union des Femmes d'Albanie. Ce congrès fut un événement important qui attira l'attention de tout le peuple albanais. Y ont assisté 1,440 déléguées. Etaient de plus dans le présidium d'honneur tous les membres du Bureau politique du Parti du Travail d'Albanie, avec le camarade Enver Hoxha lui-même en tête, qui a assisté à trois sessions. Au Congrès ont assisté plus de 25 délégations de femmes progressistes d'Europe, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, parmi lesquelles la délégation du **Front du Peuple du Chili** dirigée par la camarade Isabel Merino, qui a lu à la tribune un chaleureux message des femmes progressistes chiliennes. La délégation du Front du Peuple du Chili a visité diverses villes d'Albanie parmi lesquelles Gjirokastra, Vlora, Saranda, Elbasan et Shkodra, où elle a eu des rencontres avec les autres délégations de femmes révolutionnaires.

ETATS-UNIS

Durant le mois de juin est apparu le premier numéro de la revue *Force prolétarienne* éditée par des militants révolutionnaires chiliens exilés à San Francisco en Californie. Ces camarades ont envoyé avec la revue une lettre fraternelle à la rédaction d'*ANCHA*, expliquant le sens de leur publication et leur désir de maintenir un contact permanent et un échange d'opinions avec notre rédaction dans les objectifs communs du travail de Solidarité révolutionnaire.

Le **Front du Peuple du Chili** et *ANCHA* envoient de ces colonnes leurs salutations et manifestations de sympathie à cette nouvelle

publication de militants antifascistes chiliens à l'étranger qui s'inscrit dans la ligne révolutionnaire de travail et de solidarité internationale en opposition ouverte à la ligne et aux positions capitulaires des opportunistes.

FRANCE

Samedi le 3 juin, a été organisée à Paris une Journée de Solidarité avec les luttes du peuple péruvien, organisée par *Pérou Information*, à laquelle ont participé diverses organisations et comités latino-américains, qui ont apporté leur appui et leurs salutations. (Parmi eux le Front du Peuple du Chili). Durant la journée fut organisé un intéressant forum sur la situation actuelle en Amérique latine, en particulier sur les manœuvres "démocratiques" menées ces derniers temps par les impérialistes américains.

Du côté chilien, intervinrent des représentants du PCR et du MAPU qui exprimèrent des opinions coïncidentes pour dénoncer et démasquer ces manœuvres.

Dans la nuit de vendredi le 30 juin, l'Association pour la Diffusion de la Culture populaire latino-américaine a tenu avec un grand succès et une grande assistance du public, la dernière **Pena Folklorique** pour la session 1977-78.

La "**Pena**" du vendredi de la porte de Choisy s'est convertie dès ses débuts (octobre 1977) en un important centre de réunion et d'expressions d'exilés latino-américains, chiliens en particulier, et de progressistes de nombreux pays, amateurs de la musique et solidaires de la lutte de ces peuples.

Le Front du Peuple du Chili, partie intégrante de cette association, utilise les pages d'*ANCHA* pour saluer tous les camarades qui ont travaillé chaque semaine à cette importante

activité culturelle et de solidarité, ainsi que le public qui a rendu possible le développement rempli de succès de cette saison récemment terminée.

La **Pena latino-américaine** reprendra ses représentations vers la fin du mois de septembre.



Discours de clôture

de la

PEÑA

(saison 1977-78)

Aujourd'hui, alors que nous faisons notre dernière Pena de la saison 1977-78, nous voudrions, entre autres choses, faire un bilan de notre action.

La Pena de l'Association pour la Diffusion de la Culture populaire latino-américaine est née d'une importante divergence d'idées que nous avons avec d'autres compatriotes sur la question de la solidarité internationale avec les luttes des peuples de notre continent. Alors que d'autres pensaient que la Pena ne devait diffuser que de la musique, que de temps en temps, passer un communiqué pleurnicheur sur les souffrances subies par nos peuples, nous soutenions que la Pena devait aussi contribuer à diffuser des nouvelles sur les luttes des peuples latino-américains. Nous pensions que le temps des larmes avait déjà trop duré et qu'il était nécessaire de donner une autre image des Latino-Américains parce qu'eux ne supportent pas passivement les dictatures, ils luttent contre elles. C'est ainsi que comme premières mesures concrètes, nous avons décidé de lire un petit discours tous les vendredis, qui donnera des nouvelles de la lutte populaire sur notre continent, de placer des stands de comités de solidarité, d'organisations populaires chiliennes, etc. . . L'argent que nous recevions nous l'envoyions au Chili à des cantines et des pharmacies populaires, à des organisations de la Résistance chilienne. De cette façon, la Pena a accompli, à notre avis, tout son rôle. Depuis octobre dernier, plus d'une centaine de personnes en moyenne se sont réunies ici tous les vendredis pour écouter de la musique latino-américaine et pour manifester leur solidarité avec notre cause.

L'équilibre entre la partie de musique et de politique pure que devait fournir la Pena, n'a pas été facile à rencontrer. Il est même certain que nous ne l'avons jamais trouvé, mais nous avons fait ce qui est le plus proche possible. Certains nous ont reproché de concéder un temps trop grand au divertissement et pas suffisamment à la politique, et malgré qu'ils aient peut-être eu raison, nous désirons leur rappeler, à ces camarades, qu'une Pena peut être tout aussi politique qu'on veut, mais ce n'est jamais une réunion. D'autres nous ont critiqué pour avoir consacré un espace trop grand à la politique; à eux nous voudrions leur dire qu'il y a un peu partout, à Paris, des boîtes où ils pourront écouter la musique du continent sans écouter une seule parole sur la lutte de nos peuples. Quoiqu'il en soit, nous désirons assurer tous ceux qui ont critiqué de bonne foi et dans un esprit constructif que les meilleures

Le considérant de grand intérêt pour nos lecteurs, ANCHA publie ci-dessous le texte intégral du discours prononcé par le représentant de l'Association pour la Diffusion de la Culture populaire latino-américaine à cette occasion.

* * *

choses ne se font pas sans changement, que nous demeurons ouverts à leur critiques et que nous les invitons à travailler avec nous dans cette œuvre de solidarité.

A part les pays du Rio de la Plata on entend parler aujourd'hui un peu partout en Amérique latine d'élections, de "démocratisation", d'"ouvertures", etc. Pourquoi cela?

D'une part à cause des intérêts économiques différents des deux grands secteurs monopolistes des Etats-Unis, d'autre part à cause de la pression internationale et des luttes de nos peuples, les impérialistes et les oligarchies ont été obligés de changer la forme de leur projet de domination du continent afin de tenter de garder l'essentiel; un système d'exploitation de la grande majorité et un appareil répressif capable de soutenir ce système. Qu'est-ce qui a changé?

Pas grand chose comme le démontre le Premier Mai au Chili où un millier de personnes furent arrêtées suite à des manifestations, un peu plus de 500 étudiants arrêtés à cause de récentes manifestations de rue pour les prisonniers politiques et les disparus.

Il y a une seule chose de plus: la lutte du peuple et la pression internationale ont créé des conditions plus favorables pour le combat anti-dictatorial, mais nous devons toujours être conscients que pour vaincre nous devons enlever le pouvoir à nos ennemis et les écraser pour consolider ce pouvoir. Ceci ne pourra se faire que par la violence et en particulier par la violence des armes.

C'est pour appuyer les luttes de nos peuples et pour diffuser leur culture que nous avons créé cette Pena. Comme nous l'avons dit, plus d'une centaine de personnes se sont réunies ici tous les vendredis; vous avez vu passer de nombreux groupes et chanteurs; nos camarades latino-américains ont trouvé ici un lieu de réunion et une occasion de célébrer un peu; nous avons donné notre collaboration et contribution à la diffusion du combat des peuples latino-américains.

Si vous avez senti un peu tout cela, alors notre objectif est accompli. Finalement nous désirons vous assurer et surtout nos camarades qui luttent là-bas sur le continent que nous faisons et que nous ferons tout pour vous appuyer toujours moins pour nos prisonniers politiques et nos disparus et toujours plus pour nos victoires.

NOUS VAINCRONS!

Nouvelles latino-américaines

MEXIQUE

Le premier numéro du périodique *Révolution populaire* rend compte de la fondation du Parti communiste du Mexique (marxiste-léniniste). Dans un Manifeste au Peuple du Mexique, ce Parti lance l'appel à tous les révolutionnaires à se joindre au **Front populaire révolutionnaire** et à marcher sous la bannière de son programme en 6 points.

1. Le renversement de l'Etat bourgeois mexicain dépendant de l'impérialisme.

2. Instauration d'un Etat démocratique populaire, établi sous l'hégémonie et la dictature du prolétariat, basé sur une alliance ouvrier-paysan et la participation de toutes les classes et secteurs qui constituent le peuple mexicain.

3. Nationalisation de toutes les entreprises impérialistes et la

confiscation de toutes entreprises appartenant à la grande bourgeoisie mexicaine.

4. Edification d'une économie indépendante qui touche toutes les branches de la production et des services. Garantie absolue du travail.

5. Réalisation d'une profonde réforme agraire et réforme urbaine révolutionnaire, sur la base de l'expropriation des grands propriétaires fonciers et des propriétaires immobiliers.

6. Développer les minorités ethniques sur la base de faire ressortir leurs racines culturelles et linguistiques.

On peut noter que la fondation du Parti communiste du Mexique (marxiste-léniniste) arrive à un moment d'intensification de la répression contre le peuple mexicain, spécialement dans le nord du pays où la police a massacré 4 personnes durant une manifestation



populaire (ville de Matamoros, fin du mois de juin).

Le Comité central du Parti communiste révolutionnaire du Chili (PCR) a envoyé au Parti communiste du Mexique (marxiste-léniniste) un chaleureux message de salutations à l'occasion de sa fondation.

COLOMBIE

Le mois de juin a marqué en Colombie un nouveau sommet dans l'aggravation de la situation politique du pays tant au niveau de la lutte entre le peuple colombien et l'oligarchie qui l'opprime qu'au sein de la classe dominante elle-même.

Le 4 juin a eu lieu la farce destinée à "élire" le président de la République. Comme d'habitude, le peuple colombien rejeta massivement la fraude électorale. Selon le chiffre officiel sur 13 millions d'électeurs seulement 5 millions de personnes se sont présentées aux urnes (environ 65 pour cent d'abstention).

Les contradictions au sein de l'oligarchie colombienne ont fait ressortir une sordide lutte pour le pouvoir entre candidats libéral et conservateur, le mafioso Turbay (étroitement lié au trafic de la drogue) et Belisario Bétancourt, responsable du massacre des travailleurs du ciment à Santa Barbara (en 1964). Finalement, après des accusations mutuelles de "fraude", de "malhonnêteté", etc., la classe dominante s'est mise d'accord pour confirmer le "triomphe électorale" de Turbay et le nommer prochain président de la Colombie.

Toutes ces disputes au sein de la réaction ne changeront en rien la situation du peuple colombien qui s'aggrave de jour en jour. En plus de la croissance de la crise économique qui retombe sur son dos, le peuple colombien doit souffrir la croissance de la militarisation du pays, avec les mesures répressives que cela

entraîne, les groupes réactionnaires paramilitaires et l'élimination constante des droits démocratiques du peuple, etc.

En faisant un bilan sommaire depuis la fin du mois de juin, on peut vérifier facilement ce que nous affirmons.

Fin de mai: Medellín: protestation populaire contre la hausse du transport en commun. A ce qu'on sache 3 étudiants ont été assassinés: William Uribe, étudiant dans un lycée, enterré sans que personne ne le sache, à trois heures du matin, et deux autres étudiants dont les noms sont inconnus, l'un blessé par balle et l'autre par un gourdin.

30 mai: Bogota: Assassinat des étudiants Patricio Silva et Efrain Gutierrez, commis par la police militaire (PM). Patricio, étudiant à l'UNAL, fut amené à une autre université de Bogota, à deux coins de rue du Palais présidentiel. Alors, avec son cadavre et avec le Recteur (de l'"Université Libre") qu'ils avaient séquestrés, les étudiants exigèrent que soit pratiquée une autopsie: de plus, ils organisèrent une manifestation de 5.000 personnes dans les rues de Bogota, jusqu'au Cimetière central, avec le Recteur de l'"Université Libre" en tête, malgré le fait qu'ils étaient entourés par des milliers de militaires armés, par des chars d'assaut et des canons.

Première quinzaine de juin: Violentes manifestations d'étudiants dans de nombreuses villes; les étudiants ont attaqué et détruit des autobus. Pour leur part, l'Armée et la Police envahirent l'Université d'Antioquia et les lycées Pascual Bravo et Antioqueno, y détruisant une grande partie de leurs installations et frappant brutalement les étudiants. L'un d'entre eux, Horacio Diez Montes, est devenu paralytique et a perdu à jamais la vue et l'ouïe.

Caucasa, Girardota, etc.: Les paysans dans de nombreuses mobilisations ont envahi les terres des propriétaires fonciers de ces régions, d'où ils furent par la suite délogés par les forces armées réactionnaires et ont été réprimés.

Bogota: Un grand remous a été causé par la dénonciation des tortures subies par le guérillero de l'APL, Carlos Reyes Nino à qui les forces répressives ont brûlé les mains avec de la parafine brûlante. Le cas a été confirmé par le président de la république en personne et par le procureur-général de ce pays.

Malgré la forte répression déchaînée contre le peuple colombien, ce dernier continue ses luttes de revendication et politiques. De nouvelles protestations et débrayages se préparent pour les semaines à venir. Entre autres, les enseignants, les travailleurs du secteur fiscal, etc.; tout ceci, en plus des nouvelles poussées qu'a portés la guérilla, nous donne une idée du développement prochain de la situation, ce qui n'est rien de prometteur pour la classe oligarchique et son maître, son plus solide soutien, l'impérialisme américain.

Dernière heure: Au moment de terminer cette édition d'ANCHA, nous recevons une nouvelle disant qu'il y a paralysie quasi-totale dans la ville de Cali, capitale de la province de Valle, dû à une grève des transports urbains qui touche cette région et celle de Boyaca. On nous informe de même que l'Armée a occupé la ville.

PUERTO RICO

4 militants indépendantistes ont assailli le Consulat du Chili à San Juan, le 4 juillet (fête nationale des Etats-Unis) et ont capturé 4 otages et ont exigé en retour la libération de 4 patriotes portoricains, emprisonnés aux Etats-Unis: Lolita Lebron, Raphael Cancel Miranda et Irving Flore **détenus depuis 1954.**

Le commando soulignait également que son action était destinée à protester contre les violations des droits de l'homme au Chili.

* * *

Lettres du lecteur

A partir de ce numéro nous ouvrons la section, "Lettres du lecteur" dans laquelle nous publions les opinions, idées, collaborations, apports, etc., que nous font parvenir nos lecteurs. A cause des problèmes d'espace ANCHA se réserve le droit quand ceci sera nécessaire de publier seulement des extraits de la correspondance reçue.

Les articles publiés dans cette section sont de la responsabilité exclusive de leurs signataires, ne compromettant pas ou ne correspondant pas nécessairement à l'Agence de Nouvelles chilienne antifasciste (ANCHA) et au Front du Peuple du Chili (FP).

POEMES DE RESISTANCE

Aux camarades d'ANCHA un grand salut et en même temps des félicitations pour leur grand travail et esprit de lutte en nous maintenant informés de ce qui se passe au Chili et leur ardu travail pour la Résistance.

J'ai ici mes poésies militantes pour pouvoir coopérer avec vous d'un grain de sable.

Beaucoup de bonheur

La Résistance unie vaincra

Reno

(De ces poésies que nous avons reçues nous en publions une ci-dessous intitulée "Amérique".)

D'où es-tu?

De l'endroit où la terre crie: LIBERTÉ!

Tout est vert et joli

Mais n'existe pas la paix

Amérique pleure

Parce que ses fils

Souffrent et n'ont pas de pain

Les peuples s'uniront et le fascisme vaincra

Avec leurs forces sans pareilles

Amérique, continent

De terres vertes

Et de jolies vallées

Ton cri sera écouté

Et les peuples armés ensemble

Le fascisme vaincra.

* * *

Nous avons reçu une lettre qui nous a été envoyée du Chili. Elle est signée par le commando indépendant du peuple (CIDP), nous publions ci-dessous certains paragraphes tirés de cette lettre:

"Aux camarades révolutionnaires de l'extérieur, aux camarades ex-membres des F.A., à tout les camarades du **Front du Peuple**,

"Notre grand salut antifasciste.

"Nous vous communiquons:

"Notre travail clandestin dans les F.A. est difficile étant donné que nous nous trouvons au milieu d'officiers réactionnaires et leurs laquais.

"Nous dénonçons la détention et la torture de plusieurs de nos camarades en uniforme et nous demandons à tous les membres des forces armées en exil de s'organiser et de savoir faire entendre leur voix. Nous ne sommes pas avec le réformisme, nous croyons que c'est maintenant le moment auquel nous pensions et qu'il faut que nous enlevions le bandage de nos yeux.

"Beaucoup de camarades dans les F.A. sont conscients du travail de la Résistance et c'est pour cela que nous l'appuyons et que nous croyons que dans pas si longtemps, nous travaillerons ensemble, que la dictature sera écrasée et que le Chili sera un Chili nouveau.

"Nous écrivons à cette revue car nous en avons reçu des exemplaires clandestins et nous demandons que vous publiez cette lettre. **Nous félicitons ceux qui y travaillent** pour leur esprit de **lutte** et le **Front du Peuple** pour son travail au Chili."

"Nous voulons aussi dans cette revue saluer les sous-officiers qui sont toujours prêts à servir le peuple, les camarades qui durant



quatre longues années durent supporter le joug des prisons, ceux qui se trouvent en exil et quelques soldats, marins et aviateurs qui sont morts en combattant le fascisme dans le régiment Buin, à l'Ecole d'Electronique de l'Armée, à l'Escouade et aux Chantiers navals et dans les campements du nord et ceux du sud et tous ceux qui étaient emprisonnés. A eux et à ceux qui toujours lutteront dans l'anonymat, à tous ceux-là nous envoyons nos salutations avec l'honneur qu'ils méritent.

"Nous demandons que tous les ex-membres des F.A. forment des comités et fassent entendre le cri révolutionnaire des F.A. en exil, car nous sommes dans la lutte et nous avons besoin d'appui. Nous remercions d'avance la revue ANCHA d'avoir publié notre article à l'extérieur du Chili et nous espérons que cet appel soit entendu et qu'on nous écrive à la revue d'ANCHA. Que nous pourrions continuer d'écrire du Chili. Nous donnons un salut antifasciste à tous ceux qui travaillent pour la Résistance et aux camarades du **Front du Peuple du Chili**.

LA RESISTANCE UNIE VAINCRA ET LE PEUPLE NE L'OUBLIERA PAS!
COMMANDO INDEPENDANT DU PEUPLE
NOUS VAINCRONS POUR LE CHILI ET AU CHILI

Valparaiso, le 23 mai 1978

ABONNEZ-VOUS A "ANCHA"

Agence de Nouvelles antifascistes chiliennes
Publiée par la Branche extérieure du Front du Peuple
ANCHA paraît tous les mois en espagnol, en français, en anglais, en allemand, et en italien



Nom _____
Adresse _____
Pays _____

Disponible de: **ANCHA**
B.P. 59, Cedex 13
Paris 75623, France

Tarif d'abonnement: **En Europe:** 1 an: 30 francs
abonnement d'appui: 50 francs ou plus
Ailleurs: 1 an: \$10.00
abonnement d'appui: \$15.00 ou plus
Prière d'envoyer tous les chèques
ou mandats postes à cette adresse
à l'ordre de **Bernard Guerrien**
(pas à ANCHA)

Les éditions française, anglaise et espagnole produites au Canada par le Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne sont disponibles du:

Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne ou du: **Centre national de Publications**
B.P. 185, station Outremont, B.P. 727, station Adelaide,
Montréal, Québec, Canada Toronto, Ontario, Canada

Les tarifs d'abonnement aux éditions française, espagnole ou anglaise produites au Canada sont de \$4.00 pour un an. Prix par exemplaire: \$0.25.

Veuillez faire tous les chèques ou mandats postes envoyés aux adresses susmentionnées à l'ordre du Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne ou à l'ordre du Centre national de Publications, respectivement.

Prière d'indiquer clairement vos nom et adresse ainsi que la langue dans laquelle vous souhaitez recevoir le bulletin.